

GARRY KASPAROV

“L’Ukraine est le leader du monde libre”

Comment le meilleur joueur d'échecs de tous les temps est-il devenu l'opposant numéro un à Vladimir Poutine ? Symbole de la dissidence face à l'orthodoxie soviétique lors de son combat dantesque contre Anatoly Karpov dans les années 1980, Garry Kasparov a pris la tête d'une large coalition hostile au maître du Kremlin. Empêché de se présenter à la présidentielle russe de 2008, il a dû fuir la Russie pour échapper à son arrestation. Pour lui, l'Occident doit aller plus loin dans son aide à l'Ukraine. C'est le seul moyen de mettre fin à cette guerre et de voir triompher le camp démocratique.

FRANC-TIREUR. Vous avez été un immense joueur d'échecs et vous voilà premier opposant à Poutine. Comment passe-t-on de l'un à l'autre ?

GARRY KASPAROV. J'ai grandi en URSS. Dès l'enfance, j'ai senti l'abîme entre la réalité de la vie soviétique et la propagande à laquelle nous étions soumis. Puis j'ai voyagé. En France, d'abord, en 1976, pour le championnat du monde d'échecs des moins de 16 ans. Et grâce à mon oncle, j'ai eu accès à des livres qui n'étaient pas disponibles dans les bibliothèques soviétiques. Il ne m'a pas fallu longtemps pour me rendre compte des failles du système ! Je suis devenu champion du monde, au terme d'un parcours d'obstacles où j'avais contre moi non seulement le grand joueur Anatoly Karpov mais également tout le système soviétique, qui défendait son champion contre moi, natif de Bakou, mi-Juif, mi-Arménien... À la fin des années 1980, j'ai célébré la chute du mur de Berlin et l'avènement de la démocratie à l'Est. En 1991, j'ai eu

l'hymne soviétique. Puis il y eut la Deuxième Guerre en Tchétchénie, toutes les atrocités, les tapis de bombes, la terreur – et aussi l'attaque contre la presse libre. Je savais que je devais arrêter de jouer aux échecs et me concentrer sur le sauvetage de la démocratie en Russie. C'est ce que j'ai fait en 2005. Un choix naturel pour moi, dicté par la justice. Peu importe l'issue du combat : j'ai échoué dans cette bataille, mais je reste convaincu que c'était le seul choix possible. Dix ans après avoir été forcé de quitter la Russie pour éviter d'être arrêté – et quoique je vive aujourd'hui en exil, si je devais recommencer, je le ferais sans hésiter.

Le livre que vous avez écrit en 2015 *Winter Is Coming* – titre qui fait référence à la série *Game of Thrones* – est sous-titré « Pourquoi Vladimir Poutine et les ennemis du monde libre doivent être arrêtés ». Qu'avez-vous vu que d'autres n'ont pas vu ?

Je ne dirais pas qu'ils n'ont pas vu – ou pas entendu – mais qu'ils ne voulaient ni voir ni entendre. Ce n'est pas pareil. Je n'avais pas de boule de cristal. Je n'étais pas Nostradamus. J'ai simplement écouté Poutine et regardé ce qu'il faisait. La guerre en Ukraine n'a pas été conçue derrière des portes closes.

Poutine a été cohérent : il n'a jamais caché sa conviction que l'effondrement de l'Union soviétique était, comme il dit, la « plus grande catastrophe géopolitique du xx^e siècle ». Dès 2007, il demandait aux dirigeants du monde libre de redélimiter l'OTAN aux frontières de 1997. Il a toujours été transparent, après l'annexion de la Crimée, sur son projet de destruction de l'État ukrainien. La propagande russe qualifie, depuis longtemps et sans interruption, l'État ukrainien d'« erreur historique » ou de « nouveau nid du fascisme ». Enfin, il suffisait de suivre l'affectation des fonds du budget russe. Notamment, le transfert

des fonds de la sécurité sociale, du logement et de l'éducation vers les dépenses militaires, la police, les services secrets, la propagande, ainsi que de très importants achats d'or...

Pourquoi les dirigeants occidentaux successifs n'ont-ils pas réagi davantage ?

Dans les années 1930, le Premier ministre britannique Neville Chamberlain et le président français Édouard Daladier, signataires des honteux accords de Munich, avaient pour devise « la paix à tout prix ». Leurs successeurs, les nouveaux pacifistes, ont pour devise « les affaires avec Poutine à tout prix ». Condamnations du bout des lèvres et poursuite du business avec une dépendance accrue, comme en Allemagne. Voilà la politique de l'Ouest, qui a permis à Poutine de s'enhardir en se disant que, quoi qu'il fasse, il y aurait toujours un compromis avec les Occidentaux, faibles ou indécis.

La guerre a souvent été comparée à un jeu stratégique. D'après vous, Poutine est-il un bon joueur d'échecs ? Et si oui, quel sera son prochain coup ?

Les échecs se jouent selon des règles. Les dictateurs ne respectent aucune règle. Poutine n'est pas un joueur d'échecs mais un joueur de poker, pour qui le bluff a payé à chaque coup. La différence est cruciale : chaque fois qu'il mise tout ce qu'il a, qu'il « fait tapis », l'Occident se couche et jette ses cartes. L'admiration de Poutine pour Ivan le Terrible ou pour Staline n'est pas accidentelle. Il croit que, comme eux, il peut torde la loi à sa convenance. Il a même cru pouvoir torde le droit international, après la réponse très timide du monde libre à ses violations répétées, qui ont culminé avec l'annexion de la Crimée, premier changement forcé de frontières en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

Qu'est-ce que cela signifie pour nous ?

Qu'il n'y a aucune alternative à cette guerre que de la gagner, comme lors de la Seconde Guerre mondiale. Poutine lrouve chaque jour, à chaque minute, par chacun de ses décrets, qu'il ne fera aucun compromis. Dans cette guerre, contrairement au jeu d'échecs, il n'y a pas d'égalité. Le « pat » [position aux échecs qui conduit à un match nul et met fin à la partie, ndlr] est introuvable. Soit nous gagnons, soit Poutine gagne.

Si la seule façon de mettre fin à cette guerre est que l'Ukraine la gagne, à quoi doit ressembler la victoire ?

Ce ne sera pas seulement une victoire de l'Ukraine, mais une victoire du monde libre. Plus qu'une guerre entre l'Ukraine et la Russie de Poutine, il s'agit d'une guerre entre les forces de la liberté et celles de la tyrannie. L'issue de la bataille en Ukraine affectera tous les points chauds de la carte – de Taïwan au Venezuela, de la Biélorussie au Zimbabwe. La victoire de Poutine – Dieu nous en préserve – donnerait de l'énergie aux dictateurs du monde entier. De l'autre côté, la victoire de l'Ukraine dynamiserait les combattants de la liberté partout ailleurs, et ferait trembler les tyrans. Regardez l'Iran, et ce courage inouï dans les rues... Ce que nous voyons là-bas est l'effet direct du vent de liberté et de dignité qui souffle depuis l'Ukraine.

BIO EXPRESS

Garry Kasparov est né en 1963 à Bakou (Azerbaïdjan). Il devient champion du monde d'échecs de 1985 à 2000, battant notamment plusieurs fois Anatoly Karpov, candidat « officiel » du régime.

Retiré des tournois en 2005, il s'engage en politique, critiquant les atteintes à la démocratie du pouvoir russe. S'estimant menacé, il finit par s'exiler en Suisse en 2013, puis aux États-Unis où il vit désormais.

En mai 2022, le ministère de la Justice de la Fédération de Russie a inscrit Garry Kasparov sur la liste des « agents étrangers ».

Et la victoire, qu'est-ce que cela signifierait ?

C'est très simple : la libération de 100 % du territoire ukrainien, Crimée et Sébastopol compris, rien de moins. Tout autre scénario laisserait à Poutine (et aux autres dictateurs) le sentiment que les actions audacieuses, criminelles voire génocidaires sont payantes.

Nous avons entendu en Europe quantité d'arguments contre le soutien à l'Ukraine, dont le premier était que l'Ukraine ne pouvait pas gagner la guerre... Désormais, certains disent : Poutine pourrait perdre la guerre et cela le rendrait dangereux. Qu'avez-vous à répondre à ces acrobates ?

Pendant que nous discutons de la validité de ces faux arguments, les Ukrainiens paient de leur sang notre complaisance. Leur prix est plus élevé que le nôtre. L'une des différences avec les années 1930 est que le monde libre dépasse la Russie sur les plans militaire, économique et politique. Le monde libre a largement les ressources nécessaires pour aider l'Ukraine à gagner cette guerre rapidement, sans envoyer de soldats. Mais l'Occident ne le fait qu'à moitié ! Ces retards ou cette indécision, cette aide militaire à l'Ukraine au compte-goutte ne font qu'augmenter chaque jour le prix de la victoire. L'idée que l'Ukraine ne peut pas gagner a été réfutée depuis longtemps. L'Ukraine peut gagner, même avec des armes insuffisantes. Leur esprit, leurs compétences, le talent des généraux, l'héroïsme de la grande nation, le leadership de Volodymyr Zelensky, sont leurs vraies armes.

Alors, que leur manque-t-il ?

Les autres armes. Des armes adéquates, des armes offensives comme les chars, les drones, les jets militaires... Aider ne signifie pas envoyer des troupes, mais fournir à l'Ukraine les moyens de l'emporter rapidement. Or nous n'avons pas encore vu un seul char occidental sur le sol ukrainien ! Pas un seul ! Des centaines pourraient être envoyés et donneraient à l'Ukraine la possibilité de gagner la guerre avant l'hiver. Mais cela n'arrivera pas et, par conséquent, l'hiver sera rude. Les difficultés vont s'accroître en Europe et ce n'est pas le résultat de l'obstination ukrainienne ! C'est la conséquence de la relative impuissance des dirigeants européens et de la réaction plutôt lente des Américains, qui auraient pu soutenir l'Ukraine avec les armes de la victoire depuis des mois. Quant au fait que Poutine devienne encore plus dangereux en cas de défaite, c'est possible, mais c'est toujours du poker... Il ne fait monter la pression que s'il le peut. Et il est plus probable qu'il le fasse s'il nous voit faibles. Posons-nous la question : après des années d'inaction contre Poutine, sommes-nous plus ou moins proches de l'apocalypse ? À quoi nous ont servi tous nos arrangements ? L'idée qu'il faudrait être prudent pour éviter l'escalade est étrange. Tandis que l'Amérique hésite à donner à l'Ukraine des missiles pouvant aller au-delà de 80 kilomètres, l'Iran envoie à la Russie des missiles balistiques d'une portée de 800 kilomètres. Une fois pour toutes : le moyen le plus rapide et le plus sûr de mettre fin à la guerre est, pour nous, de la gagner. L'Ukraine demande juste d'avoir qu'on lui donne la force d'y parvenir.

Y a-t-il aujourd'hui en Russie quelque chose que l'on pourrait appeler une opposition ? Y a-t-il une chance de voir émerger un front de l'intérieur ?

Ces termes-là ne sont pas applicables à la Russie, malheureusement. La Russie est une dictature qui a passé deux décennies à éliminer toute opposition. Les gens qui ont défilé pacifiquement dans les rues avec moi sont en exil, ou en prison comme Alexei Navalny, ou assassinés comme Boris Nemtsov. Il ne peut pas y avoir d'opposition en Russie, du moins pas dans le sens où nous l'entendons en Europe. Quelques partis dits « d'opposition » mangent dans la main du Kremlin et critiquent légèrement le

régime de Poutine, tout en le protégeant des remontrances du monde libre. Plus de vingt-deux ans de propagande massive et de lavage de cerveau ont fini par payer. En 1945, les Allemands se sont battus jusqu'au dernier bunker, après moins de douze ans de propagande nazie. La Russie a eu le double de temps avec une technologie cent fois plus puissante ! Les gens ne sont pas prêts à se révolter. Même ceux qui n'ont pas subi de lavage de cerveau ne se soulèveront pas : ni l'armée, ni la police, ni la soi-disant « garde russe ». La seule façon d'espérer un changement en Russie est de vaincre Poutine en Ukraine. Cela entraînerait un afflux de réfugiés de Crimée et d'Ukraine orientale vers la Russie, ainsi que le retour de l'armée russe, battue, en colère et non payée. Combinez cela avec l'effondrement économique du pays et vous aurez tous les ingrédients pour un changement politique. Cela s'est déjà produit et peut se reproduire.

Vous venez de mentionner ce qui arrive aux opposants, à Boris Nemtsov par exemple, assassiné. Avez-vous peur pour vous et votre femme ?

C'est une épée de Damoclès au-dessus de nos têtes. Nous connaissons les risques. Mais que voulez-vous qu'on fasse ? Nous taire ? Impossible. Alors nous l'acceptons. Nous excluons de nos déplacements tous les pays – Hongrie, Turquie, Chypre... – où les sbires de Poutine pourraient agir librement. Hormis cela, je vais partout où je dois aller. Lors d'événements avec de la foule, comme VivaTech en France – un salon consacré aux innovations technologiques –, je demande une protection, c'est tout. Passer ma vie à me protéger contre des menaces,

a fallu départager l'extrême droite de Bolsonaro et la gauche de Lula, qui a largement soutenu la République islamique d'Iran et la Russie de Poutine. Partout dans le monde, les électeurs se rangent du côté de l'extrême droite ou de l'extrême gauche. En France, c'est entre Mélenchon et Marine Le Pen.

L'un des deux pourrait bien arriver à l'Élysée...

Pas encore ! La démocratie française n'est pas en danger tant qu'il reste un candidat sain d'esprit, qui offre l'opportunité aux personnes raisonnables de voter pour lui. Ce qui est inquiétant, c'est de voir que, malgré tout, 55 % des Français ont voté à la présidentielle – c'est-à-dire après l'invasion de l'Ukraine ! – pour des candidats pro-Poutine !

“Il est inquiétant de voir que 55 % des Français ont voté pour des candidats pro-Poutine à la dernière élection présidentielle.”

Et qu'en est-il aux États-Unis ?

Une large victoire des Républicains aux *midterms* aurait pu précipiter le pays dans un nouveau chaos, puisque certains des candidats soutiennent, sans preuve, l'affirmation de Trump selon laquelle l'élection présidentielle lui a été volée. Il n'est pas surprenant qu'entre les trumpistes, qui rêvent de couper les fonds aux Ukrainiens, et les « progressistes », qui invoquent des « négociations de paix », les forces d'extrême gauche et d'extrême droite s'entendent pour mettre fin au soutien américain. Alors que la majorité du public américain approuve les efforts de guerre et reconnaît que l'Amérique doit mener le monde libre dans cette bataille contre le mal mondial, les franges politiques font tout pour battre en retraite.

Vous parlez souvent aux Ukrainiens, mais si vous aviez un message à leur faire passer aujourd'hui, quel serait-il ?

« *Gloire à l'Ukraine !* » L'Ukraine défend le monde libre au prix d'énormes sacrifices. C'est le leader spirituel du monde libre d'aujourd'hui. Les efforts consentis pour soutenir l'Ukraine ne sont pas une charité, mais une dette : la facture de notre complaisance. Comme citoyen russe, je me sens coupable des crimes de mes compatriotes. J'ai beau avoir d'excellents antécédents en matière de lutte contre Poutine – et qui remontent à l'époque où il était encore considéré comme un démocrate en Russie –, le sentiment que j'éprouve ressemble peut-être à ce que Thomas Mann et Marlene Dietrich, Allemands et viscéralement anti-hitlériens, ont ressenti à la fin des années 1930. Une immense responsabilité devant les crimes commis.

Comment peut-on, concrètement, vous aider à aider l'Ukraine ?

J'essaie inlassablement de collecter des fonds : l'Ukraine a besoin de tout ce

que les gens peuvent offrir. Ce qu'on donne aux Ukrainiens, on l'investit dans l'avenir ! Plus la guerre se prolonge, plus le monde entier souffrira. Pas seulement l'Europe. Les pays du tiers monde, également, dépendent des céréales ukrainiennes. Nous devons rétablir la paix et l'ordre. Il faut aider l'Ukraine à survivre et à gagner cette guerre ! Ils ont besoin de tout : des armes (qui doivent être livrées par les États), d'eau, de nourriture, de chauffage, de sacs de couchage, de systèmes de filtrage d'eau... Chacun peut contribuer, à son échelle, à la victoire de la liberté sur la tyrannie. ■



ILLUSTRATION : LAURA ACHUBAVA